



En hausse
Le Royaume-Uni

La croissance de l'économie britannique au dernier trimestre de l'année 2009 a été révisée à la hausse, pour s'établir à 0,3 %, contre 0,1 % annoncé initialement.



En baisse
Areva au Niger

Le groupe nucléaire a annoncé que la production d'uranium à Imouraren (Niger) ne commencera qu'en 2013 ou 2014, soit de un à deux ans plus tard que prévu, en raison de la crise financière.

41,1 %

C'est l'ampleur de la chute des investissements directs étrangers en Russie en 2009, par rapport à 2008, à 15,9 milliards de dollars (11,7 milliards d'euros). Les investissements étrangers totaux ont reculé de 21 % sur un an, à 81,9 milliards.

Les banques allemandes et françaises se mobilisent pour sauver la Grèce

Le plan associerait des établissements privés et publics des deux Etats pour acheter ou garantir la dette du pays

Bruxelles
Bureau européen

Angela Merkel a assuré, dimanche 28 février, qu'« aucune décision n'était encore prise ». Il n'empêche : les préparatifs s'accroissent pour porter secours à la Grèce en cas d'absolue nécessité. Olli Rehn, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, devait se rendre lundi à Athènes pour examiner avec les dirigeants grecs de nouvelles mesures d'assainissement.

La chancelière allemande doit, de son côté, recevoir le premier ministre socialiste grec, Georges Papandréou, vendredi 5 mars à Berlin. Allemagne en tête, les pays de la zone euro n'entendent pas bouger sans être certains que le gouvernement mette tout en œuvre pour réduire le déficit de 4 points de produit intérieur brut (PIB) en 2010.

« La Grèce doit faire ses devoirs », a martelé M^{me} Merkel, dimanche soir, sur la chaîne publique allemande ARD. Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances de la zone euro, est sur la même ligne. « La Grèce doit intensifier ses efforts pour limiter son déficit public », a-t-il affirmé, samedi, au journal grec *Eleftherotypia*.

« La Grèce doit comprendre que les contribuables allemands, belges, ou luxembourgeois ne sont pas prêts à faire les frais des mauvaises politiques budgétaires grecques », a-t-il ajouté.

Une façon d'accentuer encore la pression sur le gouvernement grec, au moment où celui-ci s'appête à durcir son plan d'assainissement : une hausse de la TVA, et des taxes sur les produits de luxe et l'énergie sont à l'étude, ainsi que de nouvelles coupes dans le traitement des fonctionnaires. Après avoir traîné les pieds, la Grèce entend agir d'ici à la prochaine réunion des ministres des finances européens, les 15 et 16 mars.

Les prochaines semaines sont cruciales, Athènes espérant procéder à plusieurs émissions obligataires

En attendant, les Etats de la zone euro veulent redoubler d'efforts afin de se tenir prêts en cas de besoin. Tous les pays de l'euro seraient peu ou prou disposés à décliner financièrement la solidarité de principe affichée lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, le 11 février à Bruxelles.

Les prochaines semaines sont considérées comme cruciales, Athènes espérant procéder à plusieurs émissions obligataires d'ici à la fin du mois d'avril. Une telle opération de refinancement serait même, selon des rumeurs de marchés non confirmées par les autorités grecques, probable dans les prochains jours. « On se rapproche du moment où il sera peut-être nécessaire de passer à l'action », observe un expert financier.

Ni le montant – de l'ordre de 20 milliards à 25 milliards d'euros – ni les modalités précises d'un éventuel plan d'aide ne sont encore arrêtés. Mais plusieurs options sont à l'étude. Le dispositif de soutien pourrait prendre la forme de prêts bilatéraux accordés par les Etats membres volontaires au sein de la zone euro.

La Caisse des dépôts française et son équivalent allemand, la KfW, seraient par ailleurs sollicitées pour accorder des prêts, ou garantir les achats de bons du Trésor grecs par des banques privées, voire pour en acheter elles-mêmes.

La ministre de l'économie et des finances, Christine Lagarde, a su-

géré dimanche sur Europe 1 que le plan d'aide pourrait impliquer « soit des partenaires privés, soit des partenaires publics, soit parfois les deux ». Les deux grandes banques européennes les plus actives sur les marchés de la zone euro, l'allemande Deutsche Bank et la française BNP Paribas, sont vues par les pouvoirs publics comme des partenaires naturels pour restructurer la dette de la Grèce.

En Europe, Goldman Sachs recrute des hommes de pouvoir pour asseoir le sien

La banque d'affaires américaine, mise en cause dans le maquillage de la dette grecque, bénéficie de relais influents dans les capitales

Londres
Correspondant

Les compliments, Petros Christodoulou affecté de s'en moquer d'où qu'ils viennent. Depuis son adolescence, ce premier de la classe a l'habitude d'entendre dire le plus grand bien de sa personne. Nommé le 19 février à la tête de l'organisme de la gestion de la dette publique grecque, il est aujourd'hui aux premiers rangs.

Reste que l'ancien responsable des marchés de la National Bank of Greece (NBG) est au cœur de l'enquête, annoncée le 25 février par la banque centrale des Etats-Unis (Fed), sur les contrats relatifs à la dette grecque liant la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, et d'autres sociétés, au gouvernement d'Athènes.

L'établissement new-yorkais s'est fait rémunérer comme banquier conseil du gouvernement hellène tout en spéculant sur la dette du pays. En particulier, l'institut d'émission américains s'intéresse au rôle joué par Petros Christodoulou qui, début 2009, a supervisé la création, aux côtés de Goldman Sachs, de la société londonienne Titlos pour transférer la dette du bilan de la Grèce à celui de la NBG. Avant de rejoindre cette dernière en 1998, l'intéressé a été banquier chez... Goldman Sachs.

Cette affaire met en lumière la puissance du réseau d'influence européen de Goldman Sachs, sédimenté depuis 1985. Ce maillage ser-

ré, à la fois souterrain et public, a ses entremetteurs et ses fidèles qui, grâce à leur carnet d'adresses, ouvrent les portes des chancelleries. Ces conseillers recrutés avec grand soin et à prix d'or connaissent les moindres subtilités des coulisses du pouvoir au sein de l'Union européenne. Ils ont l'oreille des décideurs, qu'ils peuvent appeler directement au téléphone dans les moments de crise.

Aimables potiches

Qui sont-ils, les membres du versant européen du « gouvernement Sachs », comme on appelle la banque en raison de son pouvoir d'influence à Washington ?

Le relais clé est Peter Sutherland, président de Goldman Sachs International, la filiale européenne basée à Londres. Cet ex-commissaire européen à la concurrence et ancien président de BP est l'homme indispensable en ce qui concerne les Vingt-Sept et la Russie.

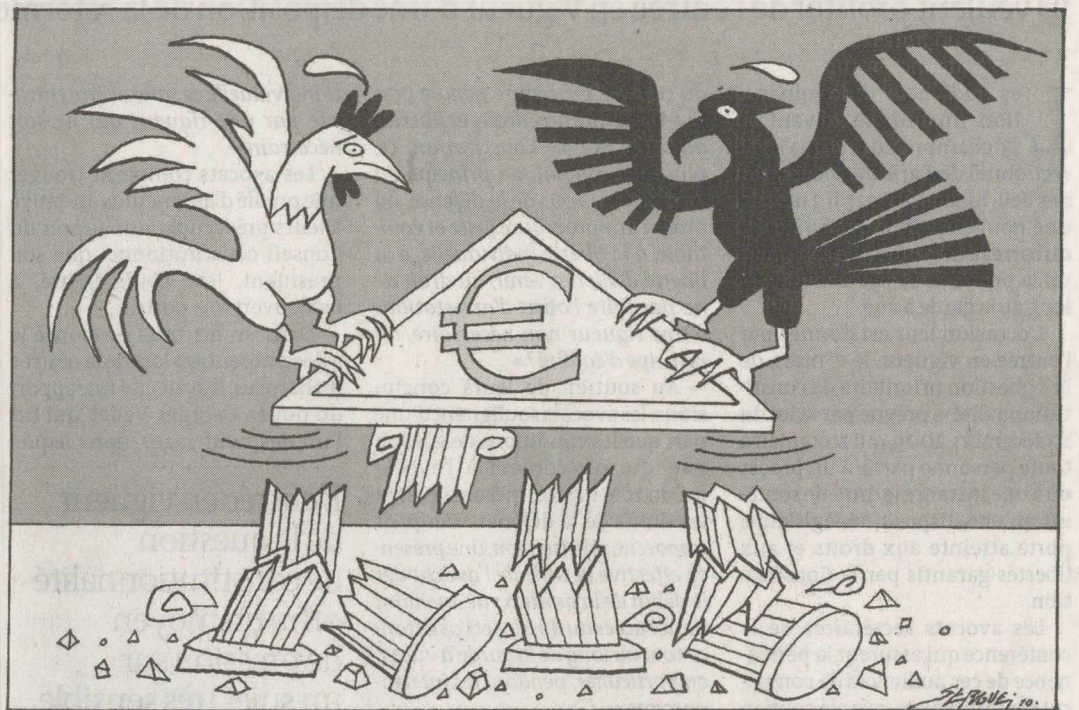
En France, la banque bénéficie de l'appui de Charles de Croisset, ex-chef du Crédit commercial de France (CCF), qui a succédé à Jacques Mayoux, inspecteur des finances et ex-patron de la Société générale. Au Royaume-Uni, Goldman compte sur Lord Griffiths, qui conseilla l'ancien premier ministre Margaret Thatcher, et en Allemagne, sur Otmar Issing, ancien membre du directoire de la Bundesbank et ex-économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE).

Sans parler d'une série d'« alumni » (anciens) propulsés dans les sphères dirigeantes sur lesquels l'établissement peut compter pour pousser ses pions. Le plus réputé est Mario Draghi, son vice-président pour l'Europe entre 2001 et 2006, de nos jours gouverneur de la Banque d'Italie et patron du groupe des régulateurs, le Conseil de stabilité financière.

Toutefois, dans les couloirs solennels de Goldman Sachs International, ne vous attendez pas à croiser d'anciens diplomates policés. La banque fait appel à des ex-financiers et économistes, banquiers centraux ou hauts fonctionnaires des organisations économiques internationales. L'entreprise considère les ambassadeurs à la retraite comme d'aimables potiches dénuées de contacts au plus haut niveau qui ne comprennent rien au monde des affaires. Elle travaille dans le réel.

Pour Goldman Sachs, l'un des avantages de ce réseau est de pouvoir avancer masqué. Ainsi, dans le *Financial Times* du 15 février, Omar Issing signe un texte hostile à l'opération de sauvetage de la Grèce par l'Union européenne. L'intéressé signe cette tribune en omettant de préciser que, depuis 2006, il est conseiller international de Goldman Sachs. Et que le département négoce de la banque, qui a spéculé contre la monnaie unique, a tout à perdre d'une intervention européenne. ■

Marc Roche



« Nous avons un traité dont les termes ne permettent pas de payer pour dépanner des Etats en difficulté », a répété M^{me} Merkel, dimanche soir.

La chancelière allemande doit faire face à une opinion publique hostile à l'idée d'une intervention en faveur d'un pays qui a longtemps maillé ses statistiques officielles. Elle considère qu'il ne faut agir qu'en dernier recours, dans l'hypothèse où le gouverne-

ment grec n'arriverait plus à convaincre les investisseurs.

Quelle que soit la voie choisie pour aider la Grèce, M^{me} Merkel sait qu'elle risque une plainte devant la cour constitutionnelle de Karlsruhe. En 1998, cette haute juridiction, amenée à se prononcer sur la monnaie européenne à la suite d'une plainte, avait donné une interprétation très restrictive de la clause de « no-bailout », qui interdit, dans le traité de Maastricht, le sauvetage d'un Etat de la zone euro.

« Même des garanties octroyées par la banque publique KfW engagent les finances de l'Etat », souligne un haut fonctionnaire allemand. En outre, de nombreuses questions politiques restent à clarifier aux yeux des responsables allemands : comment éviter qu'une telle crise se répète ? Qui garantit que la Grèce ne recommencera pas dans un an ? Qui surveille le programme d'économies d'Athènes ? « Il n'y a que le Fonds monétaire

international [FMI] qui ait de l'expérience dans ce genre de situation », observe-t-on à Berlin.

Un député chrétien démocrate a expliqué que l'Allemagne devra, en cas d'aide, « contrôler elle-même » l'efficacité du programme de restructurations grec. Mais une telle condition risque de se heurter à des résistances politiques à Athènes. « Vu les tensions actuelles entre les opinions publiques de nos deux pays, est-il vraiment astucieux d'envoyer des inspecteurs allemands à Athènes ? », remarque un haut fonctionnaire.

La crise grecque et ses éventuelles conséquences sur la stabilité du système financier mondial inquiètent bien au-delà du Vieux Continent. La Maison Blanche a fait savoir vendredi que le président, Barack Obama, recevrait, le 9 mars, Georges Papandréou. ■

Cécile Calla (à Berlin),
Anne Michel et Philippe Ricard (à Bruxelles)

L'Inde veut réduire ses déficits publics tout en augmentant ses dépenses sociales

Le budget, qui prévoit privatisations et baisse des impôts, marque une inflexion de la politique économique, avec un recul du poids de l'Etat

New Dehli
Correspondance

Réduire le déficit budgétaire sans menacer la reprise de l'économie indienne. C'est l'exercice délicat auquel s'est livré le ministre indien de l'économie et des finances, Pranab Mukherjee, en présentant vendredi 26 février, devant le Parlement, le budget pour l'année fiscale 2010-2011 démarant au 1^{er} avril 2010.

Avec un déficit budgétaire qui devrait atteindre cette année les 6,8 % du produit national brut (PNB), Pranab Mukherjee a déclaré vouloir ramener celui-ci au-dessous des 5,5 %, dès 2011. La méthode choisie privilégie l'augmentation des recettes budgétaires, davantage que la baisse des dépenses publiques.

Le gouvernement prévoit de vendre une partie de ses participations dans les entreprises publiques pour un montant estimé à 50 milliards de dollars (environ 37 milliards d'euros), et de lancer des enchères pour l'attribution des licences de téléphonie 3^e génération. Il table enfin sur une hausse de ses recettes fiscales, grâce à une reprise graduelle de la croissance. Malgré une mauvaise performance au dernier trimestre 2009, la croissance devrait atteindre 7,2 % lors de l'année fiscale 2009-2010, pour remonter jusqu'à 8,5 % en 2010-2011, et même 9 % l'année suivante, d'après les prévisions du gouvernement.

La croissance devrait atteindre 7,2 % lors de l'année fiscale 2009-2010

La sécurité sociale destinée aux travailleurs du secteur informel va être créée. Et des réformes structurelles dans la politique de lutte contre la malnutrition sont envisagées. Des bons alimentaires, distribués aux plus pauvres vont progressivement remplacer les magasins d'Etat, chargés de vendre de l'alimentation à des prix réduits, qui sont minés par la corruption.

Pour que la croissance profite aux plus démunis, le gouvernement doit aussi lutter contre une inflation qui a presque atteint 18 % lors de la dernière semaine de janvier. Malgré l'annonce d'une hausse du prix de l'essence subventionnée par l'Etat, d'environ 2 %, qui a

provoqué le départ des députés de l'opposition des rangs de l'Assemblée protestant contre un budget favorisant la « hausse des prix », le ministre de l'économie a présenté des mesures structurelles.

Le secteur des infrastructures va recevoir près de 28 milliards d'euros d'investissements de la part du gouvernement, cette année, pour désengorger la production industrielle. L'autre priorité est le soutien à la production agricole.

Tout en maintenant ses dépenses dans le social, ce budget marque une inflexion de la politique économique, traditionnellement interventionniste. Les impôts sur le revenu des ménages ont été diminués pour encourager la consommation. Enfin, les emprunts publics devraient baisser, pour la première fois depuis cinq ans, de 13 %, pour laisser plus d'oxygène au secteur privé, et favoriser les investissements des entreprises.

« Nous avons besoin d'un gouvernement qui, lorsqu'il s'agit du marché, institue des règles qui se limitent à l'incitation, et reste en marge avec le minimum d'interférence, tout en jouant un rôle important dans l'aide aux pauvres », indique le rapport annuel sur l'état de l'économie indienne. Les marchés financiers ont accueilli favorablement ce nouveau budget, orienté vers la réduction des déficits publics, par une hausse de 1,1 % de l'indice Sensex de la Bourse de Bombay, dans la journée de vendredi. ■

Julien Bouissou